Diane Lamoureux

professeure, département de science politique, Université Laval

(1983)

“Nationalisme et féminisme: impasse et coïncidences”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Diane Lamoureux, "Nationalisme et féminisme: impasse et coïncidences". Un article publié dans la revue **Possibles**, vol. 8, no 1, 1983, pp. 43-59.

Mme Lamoureux est professeure au département de science politique à l'Université Laval.

[Autorisation accordée par l'auteure le 2 février 2004 et reconfirmée le 28 mars 2004]

Courriel : Diane.Lamoureux@pol.ulaval.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 19 juillet 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

Introduction

1. Le langage nationaliste et la définition théorique de l'oppression
- II. Nationalisme, misogynie et modernité
- III. Une fascination troublante

Diane Lamoureux,
professeure au département de science politique à l’Université Laval.

“Nationalisme et féminisme: impasse et coïncidences”.

Un article publié dans la revue **Possibles**, vol. 8, no 1, 1983, pp. 43-59.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Quels parallèles peut-on établir entre oppression nationale et oppression des femmes ? Quelle place les femmes, comme force sociale et politique, ont-elles occupée dans le débat « national » au cours des dernières décennies ; et surtout, pourquoi les Yvettes sont-elles devenues soudainement un enjeu de référendum ? Voilà quelques questions auxquelles je voudrais apporter certaines réponses en analysant les rapports souvent contradictoires entre nationalisme et féminisme dans le Québec contemporain.

1.

Le langage nationaliste et la définition théorique de l'oppression

[Retour à la table des matières](#)

Pour comprendre le langage utilisé par le mouvement féministe, il faut examiner la tradition politique à laquelle il se rattache et la manière dont cette tradition politique influence son champ de perception et contribue à lui fournir les outils conceptuels nécessaires au développement de sa problématique.

À cet égard, deux courants ont profondément influencé le mouvement féministe à l'échelle internationale. D'une part, le marxisme qui, sur bien des aspects, représente le creuset commun à la plupart des mouvements sociaux anti-capitalistes. D'autres part, le mouvement de décolonisation, orienté à gauche, et plus particulièrement les mouvements algérien et cubain, de même que, d'une autre manière, celui des noirs américains.

En ce qui concerne le marxisme, son apport au plan conceptuel s'est fait sentir à deux niveaux. D'une part, au niveau de la tentative d'articulation de ce qui pourrait constituer un mode de production patriarcal et qui s'est manifesté surtout à l'occasion des débats autour du travail domestique. D'autre part, au niveau de l'articulation oppression/exploitation, alors qu'on a tenté d'utiliser de façon analogique les textes de Lénine sur la question nationale, ceci principalement en ce qui concerne le courant dit féministe-marxiste. Toutefois, en ce qui a trait au Québec, cette influence se fait sentir qu'après coup puisque la « marxisation » de la gauche québécoise est postérieure à l'apparition des groupes féministes contemporains. Cependant, cette tentative de « détournement » des concepts marxistes est importante dans les pays où il représente dans l'intelligentsia de gauche « l'horizon intellectuel indépassable de notre époque » selon la formule de Sartre.

L'apport du mouvement de libération nationale ou de décolonisation est perceptible, encore actuellement, principalement dans le courant qu'on définit comme féministe radical mais aussi chez certaines marxistes. Ainsi, Juliet

Mitchell situe le mouvement féministe américain dans un courant politique nourri idéologiquement par les mouvements de libération du tiers-monde, le mouvement noir, le mouvement étudiant contre la guerre du Vietnam, et le mouvement hippie. À l'exception de ce dernier, les autres mouvements tirent leur inspiration majeure des mouvements de décolonisation et ont tendance à penser la politique dans les termes de ces mouvements, ce qui explique entre autres toute l'importance de la notion de « désaliénation » dans leur problématique. Par ailleurs, ces mouvements ont en commun de renouer avec une conception à la fois éthique et politique de la libération et de se fixer pour enjeu la qualité de la vie et non un aspect parcellaire de celle-ci, l'organisation de la production matérielle.

Les emprunts conceptuels aux mouvements de décolonisation se font cependant plus sentir dans les textes féministes radicaux, ce qui n'est guère étonnant, puisque la thématique de l'oppression se trouve au cœur de leur réflexion politique. Ainsi, dans sa justification de l'autonomie nécessaire du mouvement féministe, Christine Delphy¹ fonctionne-t-elle entièrement sur l'analogie avec l'oppression nationale et plus particulièrement avec le mouvement noir américain, et elle situe les mécanismes de prise de conscience des opprimées.

Ce type de raisonnement politique n'est pas sans rappeler Memmi ou Fanon qui restent les plus importants définisseurs conceptuels des mouvements de décolonisation. Dans un texte plus récent², Suzanne Blaise leur reconnaissait même une certaine paternité théorique, en définissant les femmes comme « tiers-monde du patriarcat » et calque assez mécaniquement un schéma de prise de conscience féministe sur celui de la prise de conscience anti-colonialiste, où elle concrétise les citations de Fanon et de Memmi par des exemples tirés de l'histoire récente du féminisme français.

Au Québec, cette identification des luttes des femmes aux luttes anti-coloniales a connu d'autant plus de succès, et ce dès la fin des années 60, que le mouvement de décolonisation était le langage politique du mouvement nationaliste radical d'où est issu en partie le premier groupe féministe contemporain, le Front de libération des femmes. À cet égard, parler le langage de la décolonisation était même la meilleure garantie de contenu « authentiquement révolutionnaire » que pourrait se donner le mouvement féministe. Ainsi, le Manifeste des femmes québécoises se voulait-il essentiellement une réponse, féministe, à celui du Front de libération du Québec.

¹ Christine Delphy, « Nos amis et nous », *Questions féministes*, nov. 1977, no 1, pp. 24-49.

² Suzanne Blaise, *Des femmes de nulle part*, Paris Tierce, 1980.

« On doit savoir que nous lutterons pour la libération des femmes à l'intérieur du mouvement révolutionnaire et que nous ne tolérerons plus d'être discriminées à l'intérieur même de ce mouvement. Donc, huit mois après le manifeste du Front de libération du Québec, *voici le manifeste des femmes* ³ »

Un mot d'ordre essentiel du mouvement féministe qui s'est formé au Québec à la fin des années 60 a été « Pas de libération des femmes sans Québec libre, pas de Québec libre sans libération des femmes ». Un tel mot d'ordre, en même temps qu'il montre l'importance de la question nationale dans la radicalisation politique et sociale, laisse entendre également que le mouvement féministe québécois s'est d'abord situé dans une perspective de libération nationale. Plus récemment, le Regroupement des femmes québécoises se définissait à l'avenant, i.e. comme groupe de pression sur le Parti québécois. Mais au-delà de la continuité apparente, résident des différences qualitatives que nous tenterons de mettre en lumière.

Le FLF est issu du mouvement nationaliste radical dont les thèses de base ont été le plus clairement définies par la revue *Parti pris* au milieu des années 60. Il est important d'y revenir rapidement puisque ces catégories et modèles d'analyse serviront de fondement à la problématique du FLF. Le point de départ de cette analyse est l'assimilation de l'oppression de la nation québécoise à une situation coloniale. À partir de cela, les objectifs stratégiques du mouvement révolutionnaire sont définis comme suit :

« ... c'est le remplacement du pouvoir colonialiste et impérialiste, et du pouvoir de néo-bourgeoisie par le pouvoir des classes travailleuses. Nous croyons que le chemin *qui* nous conduira là, c'est celui de la révolution nationale démocratique accomplie sous l'impulsion des classes travailleuses. D'abord elle passe par la décolonisation, l'un des aspects essentiel, elle est une lutte de libération nationale ⁴ »

Le *Manifeste des femmes québécoises* dont l'analyse reprend des thématiques du FLF sans qu'il ait été écrit par celui-ci témoigne quand même de l'importance de ce schéma analytique chez les féministes ⁵. D'une part, il y a référence constante au colonialisme pour tenter d'expliquer les rapports hommes/femmes et surtout pour tenter de comprendre pourquoi les femmes se révoltent si peu contre leur oppression. Et de reprendre à leur compte la typologie de Memmi sur le colonisé autodestructeur, transformant sa révolte impossible contre le colonisateur en haine de soi. Cette référence sera tellement automatique, imprégnante, que la

³ *Manifeste des femmes québécoises*, Montréal, l'Étincelle, 1971, p. 13 - ouvrage collectif.

⁴ *Les Québécois*, Montréal, Parti pris, 1977, p. 249 - ouvrage collectif.

⁵ Véronique O'Leary et Louise Toupin, *Québécoises deboutte !*, Montréal, Remue-ménage, t. 1, 1982, t. 2, 1983.

cellule garderie ira jusqu'à parler d'une « lutte de libération nationale des femmes ⁶ ».

Ce qui est intéressant à noter à cet égard c'est que cette problématique du parallèle entre la situation des femmes et la situation coloniale commencera à avoir une nouvelle crédibilité dans un tout autre contexte avec l'émergence du courant féministe radical. Ainsi, Michèle Jean fera-t-elle un article très intéressant où elle met en parallèle les notions de « québécoitude » et de « féminitude » mettant en lumière les traits communs de l'oppression qu'elle soit nationale ou sexuelle.

« La vérité qui est pour le Québec que les Québécois ont vécu dans la Confédération une oppression essentielle et que les femmes ont vécu et vivent dans un monde fait et pensé par les hommes, une oppression essentielle ⁷ »

La prise de conscience nationaliste transcendera très souvent celle d'une solidarité nécessaire entre les militantes féministes peu nombreuses à l'époque du FLF et partageant les mêmes origines politiques qu'elles soient anglophones ou francophones.

« Parfois, certaines positions ont une teinte nationaliste et déplacent les problèmes en [insistant sur les aspects ethniques et culturels de la domination des Québécois : on refuse](#) de travailler avec des femmes anglophones même si elles parlent français et s'orientent dans la même perspective, parce qu'elles sont dans une position dominante par rapport à nous ⁸ »

Mais ce nationalisme étroit est loin d'être une constante dans la pensée du FLF. On peut même, au contraire, affirmer que le nationalisme est la forme que prend le sentiment anti-capitaliste pour le courant nationaliste radical et qu'il joue un rôle partiellement accessoire. C'est dans cette perspective qu'il faut concevoir la triple orientation du FLF : libération des femmes, libération nationale et libération sociale. Si leur objectif demeure « d'organiser radicalement la prise de conscience féministe ⁹ », les sympathisantes du FLF s'empressent de souligner :

« Il devient clair pour nous les femmes qu'il faut faire la révolution si nous voulons que ça change. Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement notre libération mais aussi la libération de notre peuple et de tous les peuples de la terre ¹⁰ »

⁶ Danielle Houle, *Bilan du FLF*, photocopie, non-daté, UQAM, Centre de documentation en sciences humaines, p. 12.

⁷ *Les têtes de pioche*, Remue-ménage, 1980, p. 81.

⁸ Danielle Houle, op. cit. p. 11.

⁹ *Manifeste des femmes québécoises*, p. 9.

¹⁰ Ibid. p. 51

Toutefois, le FLF, en pratique, s'est avéré incapable d'articuler les thèmes du nationalisme et du féminisme malgré les interrogations de ses participantes à savoir si elles étaient d'abord femmes ou Québécoises ¹¹. De fait, la conception prévalente à l'intérieur du FLF est que la lutte féministe est un aspect parcellaire de la lutte de libération nationale et que la politique ou l'action politique passe par la consolidation d'un courant nationaliste radical où les femmes ne seront pas discriminées.

Le courant nationaliste radical auquel se rattachait le FLF évoluant dans un sens socialiste plus marxiste et abandonnant progressivement la réflexion sur la question nationale, il faudra attendre la période référendaire pour voir ressurgir le débat sur l'articulation féminisme et nationalisme. Mais avant d'aborder cet aspect de notre analyse, il conviendrait d'examiner l'évolution de la pensée nationaliste québécoise en ce qui concerne les femmes, pour être en mesure d'expliquer le désintéressement des féministes vis-à-vis de la question nationale qui allait pourtant, au cours des années 70, devenir l'enjeu majeur des polarisations politiques, mais non sociales, au Québec.

II.

Nationalisme, misogynie et modernité

[Retour à la table des matières](#)

Le nationalisme du Parti québécois puise à deux sources : le nationalisme canadien-français traditionnel caractérisé par l'idéologie de la survivance et la modernisation politique dans sa version révolution tranquille. L'élément unificateur de ces deux composantes, c'est le projet de construction d'un État national québécois. Il faut maintenant essayer de voir ce que cela peut signifier pour les femmes.

L'élément capital du discours de la survivance, sa pierre angulaire, c'est le mythe de l'origine qui a constitué le point nodal de la pensée nationaliste telle qu'elle s'élabore au début du siècle. À défaut d'un présent resplendissant, le

¹¹ Véronique O'Leary *et* Louise Toupin, *op. cit.* p. 328.

nationalisme traditionnel proposait l'usage d'un passé glorieux, garant d'un avenir radieux. Le rapport allait directement du passé à l'avenir en occultant politiquement le présent, ce qui explique que la question nationale se présentait alors sous un angle essentiellement culturaliste.

Toutefois cette garantie d'avenir nécessitait la présence de deux éléments : le maintien de la spécificité et corollairement la perdurance d'un groupe suffisamment large pour que puisse se maintenir cette spécificité. Il était donc nécessaire de se donner des moyens de survie physique et un lieu de transmission des acquis. La famille apparaîtra dans la pensée nationaliste traditionnelle comme ce lieu et cette structure.

Cette importance de la famille conditionne le discours de la revanche des berceaux. Mais plus encore, la famille constitue le dernier maillon d'une chaîne d'encadrement des individus en société qui permet d'assurer la transmission de valeurs qui ne peuvent que s'épanouir de façon dominée à l'extérieur de la famille du fait de la minorisation.

Pour les nationalistes, la famille n'est pas seulement l'unité de base de la société, c'est le microcosme de la nation. Alors que dans les autres domaines la nation est opprimée, c'est uniquement à l'intérieur des structures familiales que celle-ci peut s'épanouir pleinement. Le maintien de la famille devient donc une condition sine qua non de la survie nationale. C'est ce qui expliquera le tollé de protestations en provenance des milieux nationalistes du Québec lorsque le gouvernement fédéral adoptera une loi permettant le divorce en 1925. Cette interpénétration famille/nation expliquera en grande partie le caractère rétrograde des prises de position des milieux nationalistes en ce qui concerne les femmes, qu'il s'agisse de l'obtention du droit de vote ou de l'accès au travail salarié.

Ce rôle de la famille dans la survie de la nation est compréhensible quand on considère que la famille doit suppléer à la faiblesse des mécanismes d'encadrement collectif que constitue le système d'éducation. Comme le souligne Yolande Pinard : « L'idéologie cléricalo-nationaliste assigne une fonction supplémentaire aux femmes : celle de gardienne de la foi chrétienne, de la langue et des traditions ¹² ». C'est dans le cadre de la famille que se fait l'apprentissage de la langue, des coutumes et de la religion comme matrices idéologiques nationales.

Dans le cadre d'une conception de la famille comme microcosme de la nation, le rôle de la mère est central. C'est à elle qu'il appartient d'engendrer les enfants et

¹² Marie Lavigne et Yolande Pinard (sous la direction de) *Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal Express, 1977, pp. 61-62.

de les éduquer. « Partir pour la famille », tous les ans de préférence, voilà donc la contribution que les femmes peuvent apporter à la « Patrie ». Quant au rôle des femmes dans la transmission des valeurs nationales, il s'agit là d'un rôle profondément dominé. Le discours éducatif et patriotique des femmes devient important lorsqu'il se fait l'écho des discours du système d'éducation ou de l'Église, ce qui revient un peu au même. Ce n'est donc pas le discours des femmes, mais les femmes qui agissaient comme haut-parleurs, à l'intérieur du foyer, du discours des élites cléricalo-nationalistes. Elles « gardent », comme le soulignait fort justement Yolande Pinard ¹³, un discours qui n'est pas le leur.

Il nous semble important maintenant de voir comment le Parti québécois comme force hégémonique du mouvement national contemporain et comme parti de gouvernement participe d'une double tradition : le nationalisme traditionnel et une conception politique de modernisation. Car, si le Parti québécois, en posant une alternative politique à la question nationale, a pu aller au-delà du folklore et de la revendication culturaliste, il s'agit là d'un développement pour le moins inégal et on peut noter sans peine une cohabitation d'éléments disparates dans l'idéologie péquiste. Le poids du traditionalisme s'y laisse sentir, en ce qui concerne les femmes et le système scolaire principalement.

Le programme du Parti québécois véhicule une conception des femmes et de leur rôle social qui est loin de s'apparenter au féminisme. Dans sa version 1970, il est particulièrement laconique en ce qui concerne les femmes et on n'en parle que dans le chapitre « La famille et l'enfance » qui reprend les thèmes chers au mouvement nationaliste traditionnel. Les femmes n'auront, donc de reconnaissance sociale que comme mères et épouses, dans la structure de la famille nucléaire classique, pas comme individus. Aussi, tout ce que le Parti québécois prévoit en 1970 comme mesure pour mettre fin à la discrimination des femmes dans la société, c'est la constitution d'un droit familial, la généralisation et l'octroi de subventions gouvernementales aux organismes de planning, la constitution d'un réseau de garderies et d'auxiliaires familiales et, enfin, une allocation aux mères seules.

Le programme se complètera ultérieurement, mais reste à voir dans quelle optique. En ce qui concerne les volontés exprimées, il s'agit d'un tournant modernisateur puisque « un gouvernement du Parti québécois s'engage à (...) réaliser l'égalité complète de l'homme et de la femme dans tous les domaines de la vie ¹⁴ ». Pourtant, les principales revendications touchant les femmes se retrouvent toujours sous la rubrique « famille » dont le préambule est fortement

¹³ Marie Lavigne et Yolande Pinard, op. cit.

¹⁴ *Programme du parti Québécois*, 1978, p. 24

nataliste ; constatant avec amertume le phénomène de dénatalité qui affecte les sociétés occidentales, le Parti québécois s'oriente vers des primes à la fécondité.

Mais ce n'est pas tant au niveau programmatique qu'à celui des institutions que le gouvernement péquiste allait jouer un rôle modernisateur en ce qui concerne la condition féminine en mettant en branle des mécanismes institutionnels qui lui permettront d'imposer sa propre vision de la libération des femmes. La mise en place de tels mécanismes a sûrement quelque chose à voir avec les conceptions de l'ancienne ministre responsable de la condition féminine qui pensait qu'on pouvait régler les problèmes des femmes à coup de législations appropriées ¹⁵.

III.

Une fascination troublante

[Retour à la table des matières](#)

À première vue, il peut paraître étrange que le mouvement féministe québécois ait tenté de se définir par rapport à la question nationale, surtout en fonction du discours que le nationalisme peut tenir sur les femmes. Et ceci d'autant plus que le nationalisme québécois des dernières années a souvent eu tendance à revêtir des formes totalisantes, i.e. à taire les différences au sein de la nation, les aspirations différentes en vertu des positions de classe et de sexe.

Mais il faut tenir compte d'un aspect particulier du nationalisme de la période contemporaine à savoir qu'il se situe au confluent du nationalisme traditionnel et d'un courant modernisateur issu de la révolution tranquille. Dans ce sens, sa pensée en ce qui concerne les femmes, si elle privilégie nettement les mères et valorise la fécondité, inclut également des éléments plus modernes tels le droit au travail rémunéré ou encore le droit à l'avortement. C'est là une des ambiguïtés idéologiques du Parti québécois qui ressortira dans toute sa splendeur lors de la campagne référendaire.

Or à plusieurs égards, le mouvement féministe contemporain partage cette ambivalence idéologique. De ce mouvement, au cours des dernières années, on

¹⁵ Lise Payette, *Le pouvoir ? Connais pas !*, Montréal, Québec-Amérique, 1982, pp. 60 et ss.

pourrait dire qu'il s'est constamment situé sur une ligne de tension entre modernisation et autonomie. Certaines de ses actions visaient une égalité de statut par rapport aux hommes et dans ce sens à moderniser la société québécoise alors que d'autres témoignaient d'une volonté d'articuler une spécificité des femmes dans l'univers personnel, social et politique et de faire éclater les paramètres de cet univers.

Il me semble que ce soit dans le champ de la modernité qu'il faille situer les convergences sporadiques entre féminisme et nationalisme. Modernité de type socialisant telle que véhiculée par le mouvement nationaliste radical de la fin des années '60 ou modernité représentée par le projet d'État national du Parti québécois de la période pré-référendaire. Et cette modernité, en ce qui concerne les femmes, s'est doublement cassé la gueule sur l'écran référendaire.

D'abord, petit intermède, la volonté du Regroupement des femmes québécoises, à partir d'une articulation des thématiques féministes et indépendantistes (mais non pas nationalistes) de doubler le Parti québécois sur le terrain de la modernité.

Il s'agissait pour elles de profiter du référendum sur la souveraineté-association pour monnayer l'appui des femmes en échange des réalisations gouvernementales concrètes. Essayant de capitaliser sur le mécontentement des femmes à l'intérieur du Parti québécois suite aux prises de position de la direction dans le débat sur l'avortement, elles postulent qu'il « vaut mieux que les femmes arrêtent, avant l'indépendance, de coller des timbres pour le PQ si elles ne veulent pas, après l'indépendance, se retrouver renvoyées à leurs casseroles ».

Mais l'objectif fixé de la grève du oui à l'occasion du référendum posait une série de problèmes qui ont conditionné son échec. D'une part, pour qu'il y ait une chance de faire adopter une telle position, il aurait fallu entreprendre une critique de la misogynie et du familialisme de l'idéologie nationaliste qui ne demande rien de mieux que la reproduction des comportements sexistes ; d'autre part, il aurait fallu développer une problématique indépendantiste propre aux femmes, quitte à développer sur le thème égalité et indépendance. Faute d'une telle problématique, la principale porteuse de ce projet, Andrée Yanacopoulo, essuya un échec retentissant lors du congrès spécial du RFQ en mars 1980, sur le référendum. Mais il ne s'agit là en quelque sorte que d'une diversion. Les coups les plus durs allaient venir de deux points, l'échec péquiste au référendum et le mouvement des Yvettes.

Il me semble important de revenir sur le mouvement des Yvettes et ce, à plusieurs égards. D'une part, cela permet de mettre en lumière l'ambiguïté du

discours péquiste en ce qui concerne les femmes. D'autre part, il me semble qu'il faille soumettre ce mouvement à une nouvelle évaluation puisqu'on s'est souvent mépris sur sa signification. Enfin parce qu'il révèle les limites étroites des rapports entre féminisme et nationalisme.

En ce qui concerne les ambiguïtés du discours péquiste, il ne me semble pas utile d'insister outre-mesure. Au niveau de son image publique, en choisissant de faire de Lise Payette sa porte-parole sur la question, le gouvernement péquiste semble valoriser la femme qui a un emploi, est scolarisée et s'affirme comme individu et non pas uniquement comme membre d'une famille. Au niveau du programme, comme on l'a vu, la famille demeure cependant l'unité de référence. Cette ambiguïté ressort à travers le discours des Yvettes.

« Je me suis longtemps demandé pourquoi ce n'est pas le PQ qui a mis à son compte Travail-Famille-Patrie. Du moins en toute logique c'aurait été plus normal, plus cohérent puisqu'il est censé représenter le nationalisme le plus fort. Mais je sais maintenant que la réponse est simple : les femmes du Parti québécois ne les ont pas lâchés d'un pouce ¹⁶. »

C'est à la lumière de ces ambiguïtés qu'il faut interpréter le mouvement des Yvettes. L'interprétation courante qui en est donnée est celle d'une de ses principales instigatrices, Lise Bissonnette, à savoir un back-lash anti-féministe. Il me paraît plus adéquat d'en faire un refus de la seule image de la *femme émancipée*, i.e. celle qui doit en faire deux fois plus : gagner sa vie comme un homme sans rien sacrifier des attributs de la féminité. Même la femme bionique aurait le goût de prendre des vacances de temps à autres ! Mais plus encore, il s'agit d'un refus du mépris, mépris des ménagères au nom de la modernité.

Ce qui est étonnant dans le mouvement des Yvettes, ce n'est pas tant qu'il ait pu se former mais que le Parti libéral ait pu l'exploiter à son seul profit sans que le Parti québécois ne soit en mesure de riposter. Que le Parti libéral profite électoralement du rejet de la modernité et fasse feu de tout bois, voilà qui est de bonne guerre et n'étonnera personne. Que le Parti québécois ne réplique pas sur le même terrain alors que c'est son habitude, ça vaut la peine de vérifier s'il n'y a pas anguille sous roche. À cet égard c'est l'attitude post-référendaire du PQ qui peut nous éclairer.

D'une part on s'est débarrassé - en y mettant les formes - de Lise Payette trop identifiée à cette image de modernité en ce qui concerne les femmes et d'autres part, le PQ s'est lancé tête baissée sur le chemin de la valorisation de la famille et des incitations à la maternité ¹⁷. Bref on peut dire que si le Parti québécois a été si

¹⁶ Nicole Lacelle, « Les Yvettes nous conduiront au oui », *Le Devoir*, 25 avril 1980.

¹⁷ Lise Payette, op. cit.

faible dans la riposte, c'est qu'il préparait en douce le dernier virage électoral. Dans un tel contexte, la gaffe de Lise Payette a simplement permis de renforcer plus rapidement les positions traditionalistes au sein du PQ.

On peut donc se demander où peuvent maintenant se situer les rapports entre féminisme et nationalisme. À cet égard il importe de mentionner qu'une autre conséquence de l'échec péquiste lors du référendum a été l'éclatement du camp socio-politique puisque son élément unificateur, la problématique de construction de l'État national, s'était soudainement volatilisé et du même coup bon nombre de velléités modernisatrices du Parti québécois.

Ce qui m'amène à formuler deux hypothèses. D'abord que les rapports entre féminisme et nationalisme ne sont plus nécessaires du fait de l'éclatement du champ socio-politique qui élimine ce rôle de médiation essentielle qu'a joué le nationalisme dans la décennie précédente. Ensuite, et malgré les apparences, il y a beaucoup moins d'obstacles au développement d'un mouvement féministe fondé sur l'autonomie. Et ceci pour deux raisons : d'une part, un nombre croissant de femmes ont fait personnellement les frais de la modernisation et en subissent présentement les fruits amers étant les principales victimes des mises à pied dans le secteur public ; d'autre part, le langage politique de l'oppression qui a longtemps constitué le langage politique dominant au Québec du fait de l'importance de la question nationale a perdu ce rôle et peut plus facilement être utilisée par les femmes pour sonder le territoire de l'oppression de sexe car ce sera désormais la voix des femmes qui s'exprimera dans ce langage qui ne sera plus partagé avec les oppresseurs.

Fin du texte